

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 71 - VENDREDI 28 MAI 2010

LE MERLE MOQUEUR

Et nous, quand est-ce qu'on sort de notre retraite? Grève générale européenne contre l'austérité, à la rigueur ou pour le moins.

AGENDA MILITANT

→ **28-29-30 mai**

Cholet [4^e Festival de la BD engagée](#)
Quimper [Forum des solidarités 2010](#)

→ **29 mai**

Lyon [Le fichage en psychiatrie](#)
Paris [Grande Fête du Printemps des services publics](#)

→ **31 mai**

Ile-de-France [Une société sans art et sans culture?](#)

→ **1 juin**

Paris [Quel nouveau type de développement ?](#)

→ **2-5 juin**

Saint-Brieuc [Résistance et Chantiers de la gratuité](#)

→ **3 juin**

Rennes [Conférence Ecole avec Stéphane Bonnelly](#)

→ **5-6 juin**

Paris [Assemblée générale de la FASE](#)

→ **5 juin**

Paris [Accueillir les marcheurs du Paris-Nice](#)

→ **9 juin**

Rennes [Conférence Retraites avec P. Khalfa et Chr. Marti](#)
Paris [L'enjeu des retraites – débat avec Bernard Friot](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ [Les banques s'engrècent](#)

Tapis rouge pour Israël

Benyamin Netanyahou et Avigdor Liebermann viennent d'être reçus par la France à l'occasion de l'entrée officielle d'Israël dans l'OCDE. Mercredi soir, quelques centaines de militants se réunissaient pour protester contre cette décision qui met à nu le double langage des Occidentaux.

Alors que le rapport Goldstone, commandé par l'ONU après les massacres de Gaza, recommande d'en finir avec l'impunité, pour mettre Israël dans l'obligation de retourner à la table des négociations et pour délégitimer son action d'occupant, voilà que le club occidental lui déroule le tapis rouge.

Cette entrée dans l'OCDE s'est faite au prix d'un vote unanime des 31 pays membres, qui n'ont rien eu à objecter à une décision dont on mesure ce qu'elle apporte en légitimité politique et en dynamique économique. Un seul d'entre eux s'y serait opposé et l'affaire était tout autre. Mais il n'a manqué personne!

31 pays qui n'ont rien eu à redire sur les conditions d'adhésion d'Israël; quitte à fermer les yeux sur ces statistiques de l'OCDE qui intègrent les productions des territoires occupés et des colonies dans le calcul de la richesse israélienne. En contradiction totale avec l'application du droit international, mais cela ne fait rien...

31 pays qui loin de toute sanction, décident de favoriser le développement économique d'Israël. Le Trésor israélien, cité par *Les Echos* du 28 mai, estime à 5 milliards par an la croissance en investissement étranger que pourrait apporter cette entrée dans le club des puissances occidentales.

Cette adhésion est aussi une sorte de protection politique. Israël accède ainsi à une enceinte où la question du respect des droits de l'homme et du droit international ne lui sera plus objectée. Il s'agit d'un signe fort qui encouragera Israël à poursuivre sa politique de la force en faveur du Grand Israël.

Que le gouvernement français soit à la manœuvre dans cette abstention n'est pourtant pas le reflet de l'opinion publique française. *Le nouvel Observateur* rendait compte d'un sondage réalisé par l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) et qui révélait la lucidité des Français au sujet des responsabilités israéliennes dans le conflit avec les Palestiniens.

L'opinion publique se trouve ainsi en concordance avec une jeunesse qui fait de ce combat pour la dignité et le droit d'un peuple, son combat. Ce terrain de lutte est commun. Il doit être occupé par tous pour donner de la force à ce juste combat des Davids contre les Goliaths.

● LOUISE DESCHAMPS

Un monde politique s'éteint, UN AUTRE...

Les préoccupations convergentes exprimées entre autres par Edgar Morin, Alain Badiou et Lucien Sève ces dernières semaines appellent à s'émanciper de la vieille manière de faire de la politique. Les partis de la gauche de transformation minorent ces questions quand ils ne les ignorent pas.

Quelle mouche a piqué Edgar Morin, évoquant dans *Le Monde* (1) «l'incapacité des partis censés représenter le monde populaire», «la décomposition des structures partidaires existantes», «la disparition du peuple de gauche», «la dégradation de la mission de l'instituteur», «la décadence des syndicats» et appelant à «une régénération de la pensée politique», à une «réforme de la démocratie» face à la «nécessaire» mais «insuffisante» démocratie parlementaire ?

Que faut-il penser des mots d'Alain Badiou affirmant (2) que «la politique telle que nous la connaissons est manifestement, toutes tendances confondues, uniformément complice de cette domination d'une vision de l'homme comme prédateur concurrentiel et consommateur d'objets» ?

Comment entendre vraiment Lucien Sève soulignant (3) que «la structure du PCF ne peut pas changer pour de vrai, car ce mode d'organisation répond à la sorte de stratégie mise en œuvre (...) acceptant de s'inscrire pour l'essentiel dans la norme de la politique institu-

tionnelle (...)» pour laquelle «on a alors réellement besoin d'une organisation verticale avec un sommet qui dirige» ? Nous voulons voir dans la concomitance de ces propos que l'heure est à ouvrir un immense chantier de construction de nouvelles formes de la politique et d'organisations correspondant à une

Lucien Sève : « Il s'agit en somme d'opérer un fondamental déplacement du centre de gravité de l'action communiste, en substituant carrément au primat de la politique institutionnelle celui de ce que j'appellerai la politique sociale ».

politique d'émancipation contemporaine... Chacun de ces auteurs appellent d'ailleurs à sa façon à expérimenter des voies et des pratiques nouvelles. Morin évoque : «La voie nouvelle conduirait à une métamorphose de l'humanité : l'accession à une société-monde de type absolument nouveau.

Elle permettrait d'associer la progressivité du réformisme et la radicalité de la révolution. Rien n'a apparemment commencé. Mais dans tous lieux, pays et continents, y compris en France, il y a multiplicité d'initiatives de tous ordres, économiques, écologiques, sociales, politiques, pédagogiques, urbaines, rurales, qui trouvent des solutions à des problèmes vitaux et sont porteuses d'avenir. Elles sont éparses, séparées, compartimentées, s'ignorant les unes les autres... Elles sont ignorées des partis, des administrations, des médias. Elles méritent d'être connues et que leur conjonction permette d'entrevoir les voies réformatrices».

Badiou parle d'une nécessaire «rupture» dont il «ignore la procédure contemporaine» mais dont l'enjeu fondamental est de «faire advenir une société capable de protéger le principe de coexistence des multiplicités contre le déchaînement de la sauvagerie marchande». Il s'agit ●●●

(1) « Ce que serait "ma" gauche », point de vue publié dans *Le Monde* du 22 mai 2010.

(2) In *L'explication*, aux éditions Lignes, mai 2010. Nous reviendrons sur ce livre dans une prochaine édition.

(3) « Que faire maintenant ? Dix thèses non conformes d'un communiste sans carte », avril 2010, en ligne sur communistesunitaires.net

●●● de faire «émerger et incorporer les conséquences, dans le monde tel qu'il est, par des actions politiques singulières, de cette figure principielle, philosophique, de l'émancipation».

Sève plaide pour «prendre au sérieux la thèse stratégique fondamentale de Marx : "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes."», thèse «de plain-pied avec l'état présent des choses et des personnes, sans vouloir l'enjoliver» : «Il s'agit en somme d'opérer un fondamental déplacement du centre de gravité de l'action communiste, en substituant carrément au primat de la politique institutionnelle celui de ce que j'appellerai la politique sociale – l'engagement au comptant de l'appropriation sociale par les salariés et citoyens associés». Et Sève de souligner que le dépassement du capitalisme

Les partis semblent espérer qu'un bon programme et une apparence d'unité, sans changement du rôle de la politique, des organisations et du rapport aux institutions, suffiront à donner le change.

a «déjà de longue date commencé dans des foules d'initiatives de pertinence et efficacité variables», et de proposer de s'accrocher «avec acharnement à tel ou tel chantier de transformation bien choisi – concrètement utile pour des personnes et fondamentalement subversif pour le capital».

Pour le moment, les partis n'affrontent pas franchement ces problèmes, comme en témoignent les textes préparatoires au congrès du PCF (prévu du 18 au 20 juin à la Défense), les échanges entre les formations du Front de gauche ou la contribution Krivine – Sabado sur l'avenir du NPA (*Cerises*, n°70) : ils les contournent en jouant à saute-mouton avec les échéances électorales ou ils

RÉGÉNÉRER LA POLITIQUE

Dans un point de vue publié par *Le Monde*, Edgar Morin évoque l'immense chantier de la fondation d'une nouvelle «voie » politique. Tout en soulignant les apports «nécessaires » des grands auteurs, il souligne notamment : «Nous sommes sommés d'entreprendre un gigantesque effort de repensée, qui puisse intégrer les innombrables connaissances dispersées et compartimentées, pour considérer notre situation et notre devenir dans notre Univers, dans la biosphère, dans notre Histoire ».

Après avoir évoqué le «degré zéro » dans lequel se trouvent les idées et les partis de gauche dans les ex-démocraties populaires, il souligne : «ce n'est pas seulement la globalisation qui a balayé bien des acquis sociaux de l'après-guerre (...) ; ce n'est pas seulement la course effrénée au rendement qui a "dégraissé" les entreprises en expulsant tant d'employés et ouvriers ; c'est aussi l'incapacité des partis censés représenter le monde populaire d'élaborer une politique qui réponde à ces défis». Il évoque successivement «la disparition du peuple de gauche», «la dégradation de la mission de l'instituteur, la sclérose des partis de gauche, la décadence des syndicats » qui «ont cessé de nourrir d'idéologie émancipatrice un peuple de gauche dont les derniers représentants, âgés, vont disparaître ». Et de souligner le besoin d'une «réforme de la démocratie » face à la «nécessaire » mais «insuffisante » «démocratie parlementaire ». Edgar Morin conclut : «Préparons un nouveau commencement en reliant les trois souches (libertaire, socialiste, communiste), en y ajoutant la souche écologique en une tétralogie. Cela implique évidemment la décomposition des structures partidaires existantes, une grande recombinaison selon une formule ample et ouverte, l'apport d'une pensée politique régénérée ». ● G.A.

les minorent en les traitant comme des enjeux secondaires, après les chantiers sur les propositions et les stratégies d'alliances au sommet. De fait, ils semblent espérer qu'un bon programme et une apparence d'unité, sans changement du rôle de la politique, des organisations et du rapport aux institutions, suffiront à donner le change à l'aspiration unitaire et au désir de transformation sociale et écologique qui taraudent des millions de citoyens. Ils oeuvrent à mettre le peuple en situation de soutenir une alternative élaborée sans lui.

De leur côté, les syndicats restent pour l'essentiel dans les clous usés de la seule résistance aux politiques libérales, attendant désespérément que les politiques prennent le relais, alors même que cette répartition des tâches ne fonctionne plus.

Même si nous savons la difficulté de concrétiser nos intuitions, que se passerait-il si ces questions étaient mises à l'ordre du jour dans les espaces où nous nous sentons motivés d'agir ? Et si des expériences se mettaient à foisonner ?

● GILLES ALFONSI

●●●

Déplacer le centre de gravité de l'action politique

Extraits d'un des textes en discussion au sein de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) en vue de sa réunion nationale des 5 et 6 juin.

Les éléments de recomposition et de décomposition des organisations politiques de la gauche témoignent d'un changement d'époque. Les structures de la vie politique traditionnelle sont inadaptées aux enjeux du présent.

(...) A partir du refus d'un système qui dépossède le plus grand nombre des choix de société, mais aussi à partir des puissantes aspirations des citoyen-ne-s à maîtriser leur vie et à construire solidairement la société, nous voulons mettre en cause la coupure entre les mouvements sociaux et la politique, la dissociation entre l'affirmation des droits et l'écologie, la césure de plus en plus forte entre représenté-e-s et représentant-e-s. La politique ne peut rester une affaire de spécialistes, elle doit devenir pour chacun-e l'exercice plein de sa citoyenneté.

Riche de ses différences, la FASE est un processus ouvert à tous ceux et celles qui veulent partager et construire ce projet, elle rassemble des citoyen-ne-s (membres ou non de structures politiques) regroupé-e-s dans des collectifs locaux autonomes, et des organisations, sensibilités, courants et espaces d'initiatives.

(...) Nous voulons construire une nouvelle culture, des nouvelles pratiques politiques, combattre la dépossession du plus grand nombre. Il s'agit de réduire et de viser à faire disparaître les rapports de délégation à des professionnels, experts

de la politique, en leur substituant la participation citoyenne et une nouvelle conception de la représentation politique et du mandat électif, dans laquelle les élu-e-s sont des partenaires des mouvements et des citoyens. Car nous sommes convaincu-e-s que la mise en oeuvre d'une alternative au capitalisme ne se fera pas uniquement par la vertu de l'élection de militant-e-s de gauche sincères et de l'arrivée au gouver-

nement de ministres anticapitalistes, même soutenus par une organisation politique de quelques dizaines ou centaines de milliers d'adhérent-e-s.

(...) Notre action ne se réduit bien entendu pas aux élections, et nous devons refuser l'envahissement permanent de l'hor-

izon de nos activités et de nos discussions par la prochaine perspective électorale, effet des structures actuelles de la politique représentative, qui tendent à enfermer les formations politiques dans le cadre imposé par une société fondée sur des rapports de domination. A cet égard, la présidentialisation de la vie politique constitue un piège redoutable pour toutes les forces de transformation, piège qu'il s'agit de déjouer en portant une autre conception de la vie politique.

En fait, la focalisation sur les enjeux électoraux est une victoire de l'idéologie dominante : elle amène les militant-e-s de l'alternative à croire que la transformation sociale et écologique se joue principalement au sein des institutions ●●●

« Il s'agit pour nous d'inventer de nouvelles formes politiques, rompant avec les logiques pyramidales et verticales, (...) où la centralité ne dirige pas, mais coordonne ».

DU CÔTÉ DES PARTIS

LE PG ÉCRIT AU PC.

En réponse au courrier que lui a adressé le PCF (*Cerises* n°70), Eric Coquerel et François Delapierre reformulent et approfondissent les propositions du Parti de gauche des dernières semaines. Ils mettent notamment l'accent sur les convergences stratégiques, tout en reprenant la proposition de créer un « *parti commun de la gauche d'alternative au capitalisme* », considérant que « *le Front de gauche est d'ores et déjà une sorte de parti commun* ». Il s'agirait d'en « *élargir la base populaire* » et de « *fortifier les mécanismes collectifs de décisions* » en

créant « *un comité national permanent, large, du Front de Gauche doté d'un secrétariat et d'une double présidence* ». Si le Front de Gauche ne doit pas être un « *cartel fermé* », « *nous ne serions pas d'accord pour nier l'importance centrale de nos partis dans le processus, ni leurs responsabilités particulières, ni les capacités d'initiative spécifique qui leur reviennent en propre* ». Réitérant la proposition de « *paquet* » pour les prochaines échéances électorales, le PG propose de mettre en place un « *comité de rédaction* » d'un programme partagé. Enfin concernant la candidature à l'élec-

tion présidentielle, le PG plaide pour que ce soit « un(e) militant(e) politique confirmé(e) » et précise : « *Quant à l'idée de proposer une personnalité du mouvement social, nous affirmons que sa mise en oeuvre soulèvera davantage de difficultés qu'elle n'en réglerait* ».

GU ÉCRIT AU PC.

Christian Picquet et Alain Faradji soulignent que les propositions des trois composantes du Front de gauche sont « *convergentes* ». Pour faire franchir au FG une nouvelle étape, ils proposent notamment de « *dépasser une exis-*

●●● et dans les moments électoraux, c'est-à-dire dans un calendrier et dans des formes choisies par les forces politiques dominantes. Elle masque la carence de stratégie, là où l'on devrait s'attacher à développer des campagnes d'appropriation citoyenne sur les enjeux clefs de transformations sociales et écologiques, mettant à l'ordre du jour les ruptures à la fois concrètes pour les citoyen-ne-s et essentielles pour le combat pour l'émancipation.

Il s'agit rien de moins que de déplacer le centre de gravité de l'action politique vers l'action tous terrains, mêlant la lutte sur tels et tels enjeux apparemment locaux ou circonscrits et les grands enjeux de dépassement des dominations, pour une autre société.

Cependant, nous ne négligeons pas non plus l'importance des rendez-vous électoraux. D'abord parce que nous ne méprisons pas le suffrage universel. Ensuite parce que les résultats électoraux ne sont pas seulement une représentation passive et déformée des rapports de force sociaux, mais qu'ils contribuent à les définir. Egalement parce que ces rendez-vous structurent la vie politique.

(...) la manière dont se structurent les espaces politiques est décisive. Il s'agit pour nous d'inventer de nouvelles formes politiques, rompant avec les logiques pyramidales et verticales, au profit de démarches horizontales, d'une diffusion des savoirs, d'un partage et d'une circulation des responsabilités, où la centralité ne dirige pas, mais coordonne. Il s'agit non de tolérer la diversité ou de s'en servir comme d'un faire-valoir, mais de construire des espaces politiques pluralistes, en rupture avec l'ancienne conception des partis d'avant-garde et de directions monolithiques. Il s'agit que l'animation de la force politique prenne le pas sur la concentration des décisions et le monopole de la représentation. Il s'agit pour nous de rompre avec le fonctionnement traditionnel des forces politiques, y compris progressistes, qui sont souvent des machines à appliquer localement des décisions prises au sommet.

Texte complet et autres textes en débat à la FASE sur lafederation.org



Faites passer les Cerises !
Invitez vos collègues, vos amis
et toute la famille à recevoir
Cerises en écrivant aux griottes.
contact.cerises@gmail.com

DU CÔTÉ DES PARTIS

tence rythmée par les seules échéances électorales», de «ne pas demeurer un simple cartel de sommet», en donnant «toute leur place aux syndicalistes, militants associatifs, acteurs du combat culturel» et «aux composantes politiques qui partagent la démarche du Front de Gauche». Des Assises du Front de gauche pourraient être organisées d'ici la fin de l'année ou au début de 2011. Concernant l'élection présidentielle, GU propose d'envisager «la candidature la mieux à même de représenter la diversité et le souci d'élargissement de notre front».

PCF TRANSFORMÉ ?

Marie-Pierre Vieu, dirigeante critique du PCF, évoque dans l'Humanité du 26 mai 2010 son point de vue concernant le départ des Unitaires du PCF : «(...) si je peux partager beaucoup de leurs analyses, je m'inscris dans la perspective du congrès d'un PCF transformé. Pour deux raisons : le communisme transformé ne peut se faire sans les communistes, et je pense qu'il n'est pas aujourd'hui un lieu plus adapté que le PCF pour porter et faire vivre ces idées et de ce combat. (...)». Le communisme transformé et le lieu adapté

pour lui donner force politique peuvent-ils exister sans les communistes qui, hier et aujourd'hui, ont quitté ou quittent le PCF ?

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
Noyau: Gilles Alfonsi
Queues de Cerises: Michèle Kiintz,
Roger Martelli, Philippe Stierlin,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant.

RENCONTRE

EMANCIPATIONS CONTRE SÉGRÉGATIONS

Les nouveaux territoires de l'égalité

Samedi 26 juin 2010
à l'Assemblée nationale
de 9 h 30 à 17 h

126 rue de l'Université 75007 Paris
Métro Assemblée nationale, Métro ou RER Invalides.

DEUX PLÉNIÈRES

- Ségrégations et transformation des questions sociale et politique
- Comment faire de la politique avec les exclus du pouvoir, les classes populaires ?

DES ATELIERS

- Ville, banlieues : ségrégation urbaine ou territoire solidaire ?
- Ecole : ségrégations urbaines, ségrégations scolaires et accès à la citoyenneté
- Travail : casser les territoires de relégation, réinventer le travail ?
- L'habitat au cœur des enjeux écologiques

ATTENTION, POUR PARTICIPER, IL FAUT S'INSCRIRE.

Par mail à contact.communistes.unitaires@gmail.com

SE MUNIR IMPÉRATIVEMENT D'UNE PIÈCE D'IDENTITÉ.

A l'initiative des

communistes
unitaires
.net